



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

QUARANTIEME SESSION

25 février – 10 mars 1966

RESOLUTIONS

SUPPLEMENT No 1

NATIONS UNIES

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

QUARANTIEME SESSION

25 février – 10 mars 1966

RESOLUTIONS

SUPPLEMENT No 1

NATIONS UNIES

New York, 1966

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les résolutions sont désignées par deux nombres : l'un en chiffres arabes qui indique le numéro de la résolution, l'autre en chiffres romains qui indique la session au cours de laquelle la résolution a été adoptée.

Les résolutions du Conseil économique et social sont numérotées dans l'ordre de leur adoption. On trouvera à la fin du présent volume un répertoire des résolutions adoptées par le Conseil au cours de sa trente-neuvième session.

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
Ordre du jour de la quarantième session	v
Résolutions adoptées par le Conseil au cours de sa quarantième session [1096 (XL) - 1114 (XL)]	
QUESTIONS ÉCONOMIQUES	
1096 (XL). Activités dans le domaine du développement industriel (point 5) Résolution du 24 février 1966	1
1097 (XL). Rapport du Fonds monétaire international (point 3) Résolution du 25 février 1966	1
1098 (XL). Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Association internationale de développement, et rapport de la Société financière internationale (point 4) Résolution du 25 février 1966	1
1100 (XL). Rapport du Secrétaire général sur les activités entreprises par le Centre de développement industriel comme suite aux recommanda- tions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le déve- loppement (point 5) Résolution du 28 février 1966	1
1108 (XL). Année internationale du tourisme (point 8) Résolution du 7 mars 1966	1
1109 (XL). Tourisme (point 8) Résolution du 7 mars 1966	2
1110 (XL). Transport des marchandises dangereuses (point 8) Résolution du 7 mars 1966	2
1111 (XL). Action concertée dans le domaine des ressources hydrauliques (point 7) Résolution du 7 mars 1966	3
1112 (XL). Ressources non agricoles (point 7) Résolution du 7 mars 1966	3
1113 (XL). Mise en valeur des ressources non agricoles (point 7) Résolution du 7 mars 1966	3
1114 (XL). Dessalement de l'eau (point 7) Résolution du 7 mars 1966	4
QUESTIONS SOCIALES	
1104 (XL). Rapport de la Commission des stupéfiants (point 11) Résolution du 4 mars 1966	5
1105 (XL). Question de la feuille de coca (point 11) Résolution du 4 mars 1966	5
1106 (XL). Application de la Convention unique de 1961 sur les stupé- fiants (point 11) Résolution du 4 mars 1966	5
1107 (XL). Rapport du Comité central permanent des stupéfiants (point 11) Résolution du 4 mars 1966	6
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME	
1101 (XL). Modalités d'organisation et de procédure appliquées pour la mise en œuvre des conventions et des recommandations relatives au domaine des droits de l'homme (point 9) Résolution du 2 mars 1966	6

TABLE DES MATIERES (suite)

	<i>Pages</i>
1102 (XL). Mesures en vue de l'application rapide de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (point 10)	
Résolution du 4 mars 1966	6
1103 (XL). Mesures en vue de l'application rapide de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (point 10)	
Résolution du 3 mars 1966	7
AUTRE QUESTION	
1099 (XL). Elargissement du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (point 13)	
Résolution du 4 mars 1966	7
Autres décisions prises par le Conseil au cours de sa quarantième session	
Election du Bureau pour 1966	9
Question de la réunion du Groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale	9
Question de la création d'un institut international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification	9
Organisations non gouvernementales	9
Amendement de l'article 82 du règlement intérieur du Conseil	9
Etablissement des budgets des institutions spécialisées	9
Question de l'augmentation du nombre des membres des commissions techniques et du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification et élection des membres de ces organes	9
Election de membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance	9
Election de membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement	10
Election des membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	10
Election des membres du Comité spécial de coordination	10
Composition du Comité spécial de coordination	10
Nomination des membres du Comité pour la planification du développement	10
Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil	11
Documentation du Conseil	11
Calendrier des conférences pour 1966	11
Ordre du jour provisoire de la quarante et unième session	11
Incidences financières des décisions du Conseil	11
Répertoire des résolutions	12

ORDRE DU JOUR DE LA QUARANTIEME SESSION

adopté par le Conseil à sa 1402ème séance, le 23 février 1966

1. Election du Président et des Vice-Présidents pour 1966.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Rapport du Fonds monétaire international.
4. a) Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Association internationale de développement;
b) Rapport de la Société financière internationale.
5. Rapport du Secrétaire général sur les activités entreprises par le Centre de développement industriel en application des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
6. Question d'une réunion du Groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale.
7. Mise en valeur des ressources naturelles:
a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques;
b) Ressources non agricoles;
c) Dessalement de l'eau dans les pays en voie de développement.
8. Voyages, transports et communications:
a) Tourisme et voyages internationaux;
b) Transport des marchandises dangereuses.
9. Modalités d'organisation et de procédure appliquées pour la mise en œuvre des conventions et des recommandations relatives au domaine des droits de l'homme.
10. Mesures en vue de l'application rapide de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
11. Contrôle international des stupéfiants.
12. Etablissements des budgets des institutions spécialisées.
13. Organisations non gouvernementales.
14. Elections.
15. Nomination des membres du Groupe d'experts de la planification.
16. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil.
17. Documentation du Conseil.
18. Incidences financières des décisions du Conseil.
19. Examen de l'ordre du jour provisoire de la quarante et unième session et examen préliminaire du programme de travail de base du Conseil pour 1967.
20. Question de la création d'un institut international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification.

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LE CONSEIL AU COURS DE SA QUARANTIEME SESSION

QUESTIONS ECONOMIQUES

1096 (XL). Activités dans le domaine du développement industriel

Le Conseil économique et social,

Reconnaissant l'importance des travaux du Comité spécial concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, constitué par l'Assemblée générale aux termes de la résolution 2089 (XX) du 20 décembre 1965,

Désirant faciliter les travaux du Comité spécial,

Prie le Secrétaire général de présenter au Comité spécial une liste annotée des problèmes de procédure, d'administration et de relations à examiner en liaison avec la création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, en indiquant, le cas échéant, les divers moyens de les résoudre.

1405ème séance plénière,
24 février 1966.

1097 (XL). Rapport du Fonds monétaire international

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport du Fonds monétaire international¹.

1407ème séance plénière,
25 février 1966.

1098 (XL). Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Association internationale de déve- loppement, et rapport de la Société finan- cière internationale

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Association internationale de développement² ainsi que du rapport de la Société financière internationale³.

1407ème séance plénière,
25 février 1966.

¹ Fonds monétaire international, *Annual Report of the Executive Directors for the Fiscal Year ended April 30, 1965* (Washington, D.C.), et renseignements complémentaires portant sur la période du 1er mai au 31 décembre 1965. Communiqués par le Secrétaire général aux membres du Conseil économique et social sous les cotes E/4141 et Add.1.

² Banque internationale pour la reconstruction et le développement; Association internationale de développement, *Rapport annuel 1964-1965* (Washington, D.C.), et renseignements complémentaires portant sur la période du 1er juillet 1965 au 31 décembre 1965. Communiqués par le Secrétaire général aux membres du Conseil économique et social sous les cotes E/4129 et E/4129/Add.1-E/4130/Add.1.

³ Société financière internationale, *Rapport annuel 1964-1965* (Washington, D.C.), et renseignements complémentaires portant sur la période du 1er juillet au 31 décembre 1965. Communiqués par le Secrétaire général aux membres du Conseil économique et social sous les cotes E/4130 et E/4129/Add.1-E/4130/Add.1.

1100 (XL). Rapport du Secrétaire général sur les activités entreprises par le Centre de développement industriel comme suite aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1081 C (XXXIX) du 30 juillet 1965,

Ayant présente à l'esprit la résolution 2089 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1965, par laquelle l'Assemblée a créé, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, pour promouvoir le développement industriel, une organisation autonome qui portera le nom d'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel,

Réaffirmant la nécessité de donner la priorité, dans l'exécution des programmes de travail des Nations Unies en matière de développement industriel, aux activités relatives au développement industriel prévues dans l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et en particulier de mettre en œuvre, le plus rapidement possible, la recommandation contenue dans l'annexe A.III.3 de la Conférence⁴ concernant la création et l'expansion d'industries offrant des possibilités d'exportation dans les pays en voie de développement, dans le cadre de leurs programmes généraux de développement,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport établi par le Secrétaire général⁵ conformément à la résolution 1081 C (XXXIX) du Conseil;

2. Décide de transmettre ledit rapport au Comité du développement industriel, lors de sa sixième session, et aux organes compétents de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

1409ème séance plénière,
28 février 1966.

1108 (XL). Année internationale du tourisme

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 995 (XXXVI) du 16 décembre 1963 concernant la mise en œuvre des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux, tenue à Rome en 1963,

Ayant pris note du vœu exprimé par la dix-neuvième Assemblée générale de l'Union internationale des orga-

⁴ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I: *Acte final et rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11), p. 40.

⁵ *Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes*, point 5 de l'ordre du jour, document E/4131.

nismes officiels de tourisme de voir désigner l'année 1967 par l'Organisation des Nations Unies comme "Année internationale du tourisme",

Reconnaissant le rôle utile que joue le tourisme sur les plans éducatif, culturel, économique et social,

Reconnaissant en outre que le fait de consacrer une année au tourisme international faciliterait la compréhension entre les peuples du monde entier, favoriserait la coopération internationale en général et conduirait à une meilleure prise de conscience des richesses des différentes civilisations,

Considérant qu'il est nécessaire et souhaitable d'accroître de façon substantielle, grâce au tourisme, les recettes invisibles, notamment dans les pays en voie de développement,

1. *Recommande* à l'Assemblée générale de désigner, à sa vingt et unième session, l'année 1967 comme "Année internationale du tourisme";

2. *Note avec satisfaction* que l'Union internationale des organismes officiels de tourisme présentera, par l'intermédiaire du Secrétaire de l'Organisation des Nations Unies, un rapport au Conseil économique et social, lors de sa quarante et unième session, sur la préparation de l'Année internationale du tourisme y compris des propositions pour le développement du tourisme, en particulier vers les pays en voie de développement.

1417ème séance plénière,
7 mars 1966.

1109 (XL). Tourisme

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 995 (XXXVI) du 16 décembre 1963, concernant la mise en œuvre des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux, tenue à Rome en 1963,

Prenant note avec intérêt du rapport présenté par le Secrétaire général⁶, conformément à la résolution susmentionnée, sur les progrès accomplis dans l'application des recommandations de la Conférence,

Tenant compte des recommandations contenues dans l'annexe A.IV.24 de l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement⁷ au sujet des mesures destinées à accroître les recettes que les pays en voie de développement tirent du tourisme,

Accueillant avec satisfaction le programme de travail⁸, dans le domaine du tourisme, proposé par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et approuvé par le Conseil du commerce et du développement lors de sa troisième session,

Reconnaissant les activités croissantes entreprises par le Département des affaires économiques et sociales dans le domaine du tourisme et les domaines connexes,

Tenant compte du rôle du tourisme national et international en tant que moyen propre non seulement à favoriser le développement économique mais aussi à contribuer à la compréhension mutuelle,

⁶ *Ibid.*, document E/4145.

⁷ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I: *Acte final et rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11), p. 63.

⁸ TD/B/42, annexe I, b.

Exprimant sa satisfaction de la contribution apportée par l'Union internationale des organismes officiels de tourisme, du fait de ses propres activités et par sa coopération avec les organes des Nations Unies, en vue de l'application des recommandations de la Conférence tenue à Rome,

1. *Prend note avec satisfaction* des résultats obtenus jusqu'ici à la suite des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux, ainsi que des activités croissantes des organes des Nations Unies et des institutions spécialisées intéressées dans le domaine du tourisme;

2. *Invite* les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées, y compris la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement, la Société financière internationale et le Programme des Nations Unies pour le développement, à examiner favorablement les demandes tendant à fournir une assistance technique et financière accrue aux pays en voie de développement en vue d'accélérer la mise en valeur de leurs ressources touristiques;

3. *Prie* la Commission de statistique d'étudier, en coopération avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Union internationale des organismes officiels de tourisme, les méthodes et — prenant en considération les propositions formulées par la Conférence — les définitions les plus appropriées en vue d'améliorer les statistiques du tourisme sans augmenter les formalités de voyage, et de soumettre ces recommandations au Conseil, lors de sa session d'été de 1968;

4. *Exprime l'espoir* que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement inclura une étude périodique de l'application des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux qui sont de son ressort dans l'examen continu du développement du tourisme prévu dans son programme de travail;

5. *Prie* le Secrétaire général de préparer, périodiquement et au moins tous les trois ans, en coopération avec l'Union internationale des organismes officiels de tourisme s'il y a lieu, des rapports et études sur les aspects du développement du tourisme et de l'application des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux qui visent à accélérer le progrès social et la croissance économique, y compris des études sur l'applicabilité de techniques nouvelles et de méthodes opérationnelles dans les pays en voie de développement;

6. *Invite* l'Union internationale des organismes officiels de tourisme à continuer à coopérer avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées selon les besoins et à fournir une assistance aux gouvernements pour aider à l'application, chaque fois que cela sera nécessaire, des recommandations pouvant résulter des études entreprises.

1417ème séance plénière,
7 mars 1966.

1110 (XL). Transport des marchandises dangereuses

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 645 G (XXIII) du 26 avril 1957, 724 C (XXVIII) du 17 juillet 1959, 871 (XXXIII) du 10 avril 1962 et 994 (XXXVI) du 16 décembre 1963,

Prenant note avec satisfaction des travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, du Groupe d'experts en matières et objets explosibles et du Groupe de rapporteurs sur l'emballage des marchandises dangereuses, ainsi que du rapport du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses sur sa quatrième session⁹ tenue à Genève du 20 septembre au 1er octobre 1965,

1. *Félicite* les experts et les rapporteurs de l'excellent travail qu'ils ont accompli;

2. *Prend note* des recommandations contenues dans le rapport du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses;

3. *Prie* le Secrétaire général, eu égard aux observations contenues dans le rapport du Comité d'experts:

a) De modifier la version révisée des recommandations concernant le transport des marchandises dangereuses¹⁰, conformément aux recommandations contenues dans le rapport du Comité d'experts;

b) De communiquer les modifications visées à l'alinéa a ci-dessus aux gouvernements des Etats Membres, aux institutions spécialisées, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux autres organisations internationales intéressées;

c) D'organiser des réunions du Comité d'experts et de ses organes subsidiaires, en tenant compte, d'une part, du programme de travail recommandé par les experts et, d'autre part, du calendrier des conférences et des ressources disponibles pour assurer les services nécessaires aux réunions.

1417ème séance plénière,
7 mars 1966.

1111 (XL). Action concertée dans le domaine des ressources hydrauliques

Le Conseil économique et social

1. *Prend acte avec satisfaction* du quatrième rapport biennal sur la mise en valeur des ressources hydrauliques¹¹;

2. *Demande* que la publication de rapports de ce genre soit poursuivie.

1417ème séance plénière,
7 mars 1966.

1112 (XL). Ressources non agricoles

Le Conseil économique et social,

Considérant que les ressources minérales et les ressources alimentaires, autres que le poisson, que renferme la mer au-delà de la plate-forme continentale, constituent des réserves de matières premières qui ne sont pas encore complètement utilisées et qu'il importe au plus haut point pour tous les pays d'utiliser ces ressources de façon rationnelle en vue d'assurer le rendement optimum et le minimum de gaspillage,

Conscient du fait que la mise en valeur efficace de ces ressources pourra élever le niveau économique des peuples du monde entier, en particulier des pays en voie de développement,

Tenant compte des études que l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres institu-

tions spécialisées, les gouvernements des divers pays ainsi que des organismes privés ont faites ou sont en train de faire,

Considérant en outre qu'il est indispensable de rassembler les renseignements disponibles sur les ressources connues et les techniques propres à l'exploitation de ces ressources pour permettre aux pays en voie de développement d'améliorer leurs programmes d'exploitation des richesses de la mer ou de mettre ces programmes à exécution,

Prie le Secrétaire général, agissant en coopération avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et les institutions spécialisées, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi qu'avec les gouvernements des Etats Membres intéressés, en évitant tout chevauchement ou double emploi avec les programmes existants des organismes des Nations Unies dans ce domaine et en ayant recours notamment aux services bénévoles qui pourront être offerts:

a) De procéder à une enquête, qui serait coordonnée avec celles que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres institutions spécialisées ont déjà effectuées ou sont en train de préparer, sur l'état actuel de la connaissance de ces ressources de la mer au-delà de la plate-forme continentale et sur les techniques propres à leur exploitation;

b) De s'efforcer, dans le cadre de cette enquête, d'identifier les ressources considérées actuellement comme susceptibles d'une exploitation rentable, particulièrement dans l'intérêt des pays en voie de développement;

c) De déterminer, dans les connaissances actuelles, toutes lacunes méritant d'être examinées au plus tôt en raison de leur importance pour la mise en valeur des ressources océaniques et compte tenu de la possibilité d'une mise en valeur rapide;

d) De faire rapport au Conseil, lors d'une prochaine session, sur l'état d'avancement de cette enquête.

1417ème séance plénière,
7 mars 1966.

1113 (XL). Mise en valeur des ressources non agricoles

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1033 C (XXXVII) du 14 août 1964, qui souligne l'importance du développement et de l'utilisation des ressources naturelles pour le progrès économique général des pays en voie de développement et recommande d'accorder la priorité qu'ils méritent aux programmes ayant une incidence directe sur la croissance économique des pays en voie de développement,

Rappelant également les résolutions 523 (VI), 626 (VII), 1314 (XIII), 1515 (XV) et 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, en date des 12 janvier 1952, 21 décembre 1952, 12 décembre 1958, 15 décembre 1960 et 14 décembre 1962, qui confirment le droit, inhérent à leur souveraineté, des pays et des peuples sur leurs ressources naturelles,

Tenant compte de sa résolution 877 (XXXIII) du 16 avril 1962 qui demande au Secrétaire général de présenter des rapports biennaux concernant la mise en valeur des ressources non agricoles,

⁹ E/CN.2/CONF.5/16 et Add.1.

¹⁰ *Transport of dangerous goods, 1964* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.VIII.1).

¹¹ *Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Supplément No 3 (E/4138).*

Rappelant ses résolutions 1083 (XXXIX) du 30 juillet 1965, 1089 (XXXIX) et 1090 (XXXIX) du 31 juillet 1965,

Rappelant également les résolutions 2082 (XX), 2083 (XX) et 2084 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1965, relatives à la Décennie des Nations Unies pour le développement, qui soulignent le rôle et l'importance de l'utilisation de la science et de la technique, ainsi que de personnel qualifié, pour le développement économique,

Considérant qu'il est nécessaire d'intensifier la coopération internationale dans le domaine de la mise en valeur des ressources naturelles des pays en voie de développement au cours de la deuxième moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement,

Considérant qu'il importe au plus haut point d'utiliser les ressources naturelles de chaque pays dans le processus du développement économique, et en particulier du développement industriel,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les travaux en cours dans le domaine des ressources non agricoles¹²,

1. *Note avec satisfaction* les résultats obtenus grâce aux activités de recherche et de formation ainsi qu'aux activités opérationnelles menées par le Département des affaires économiques et sociales dans le domaine de la mise en valeur des ressources non agricoles, notamment en ce qui concerne l'accélération des transferts et de l'adaptation de techniques appropriées à la mise en valeur des ressources dans les pays en voie de développement;

2. *Approuve* l'orientation et l'ordre de priorité des activités continues décrites dans le rapport du Secrétaire général en ce qui concerne l'établissement de levés et de cartes, la mise en valeur des ressources minérales ainsi que la mise en valeur des ressources énergétiques et hydrauliques¹³;

3. *Accueille avec satisfaction* l'initiative que le Secrétaire général a prise en soumettant au Conseil un programme à long terme conçu en tant que moyen d'apporter une importante contribution à la deuxième moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement en favorisant la mise en valeur des ressources non agricoles pour consolider les assises et l'indépendance économiques des pays en voie de développement;

4. *Recommande* que le Secrétaire général, tenant compte des travaux pertinents des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, sollicite l'avis d'experts extérieurs particulièrement qualifiés dans les divers secteurs de la mise en valeur des ressources non agricoles au sujet des différentes études et projets proposés, et en ce qui concerne les priorités à leur donner dans le cadre du programme envisagé, en vue d'atteindre les objectifs de la Décennie;

5. *Prie* le Secrétaire général de solliciter l'avis du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, lors de sa cinquième session, au sujet du programme envisagé, conformément à la résolution 1083 (XXXIX) du Conseil;

6. *Prie également* le Secrétaire général d'inviter les gouvernements à lui communiquer leurs avis et obser-

vations sur ce programme et à lui faire connaître dans quelle mesure ils peuvent contribuer à son financement et, également, d'entreprendre, le cas échéant, des démarches auprès des gouvernements et des organisations qui sont en mesure de fournir, à leurs frais, des services d'experts et de consultants ainsi que d'autres ressources;

7. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui faire rapport, lors de sa quarante et unième session, sur les résultats des consultations susmentionnées et d'inclure dans ce rapport des renseignements détaillés concernant le coût de chaque étude et projet et les modalités de financement susceptibles d'être envisagées;

8. *Décide* de procéder à un examen d'ensemble lors de sa quarante et unième session en vue de définir rapidement les moyens et les possibilités d'exécution de ce programme.

1417ème séance plénière,
7 mars 1966.

1114 (XL). Dessalement de l'eau

Le Conseil économique et social,

Rappelant et réaffirmant ses résolutions 1033 A (XXXVII) du 14 août 1964 et 1069 (XXXIX) du 16 juillet 1965,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général relatif aux faits nouveaux intervenus en 1965 en matière de dessalement de l'eau¹⁴,

Notant les progrès accomplis dans la coopération internationale grâce aux organismes des Nations Unies, en particulier le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que par la voie bilatérale,

Notant également l'intensification de l'aide fournie au titre du Programme des Nations Unies pour le développement et les nouveaux échanges de renseignements auxquels ont donné lieu le premier Colloque international sur le dessalement de l'eau et le Cycle d'études des Nations Unies sur l'utilisation économique du dessalement,

Estimant qu'il est souhaitable de donner encore plus d'extension aux activités entreprises dans ce domaine afin de répondre aux besoins des pays en voie de développement pauvres en eau et du monde en général, et qu'il faut disposer des ressources voulues à cet effet,

1. *Approuve* le programme de travail proposé dans le rapport du Secrétaire général¹⁵;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre des mesures pour réunir les ressources nécessaires à l'exécution de ce programme de travail, et notamment de prendre contact, s'il y a lieu, avec les gouvernements et les organisations susceptibles de fournir à leurs frais des services d'experts et de consultants ainsi que d'autres ressources;

3. *Prie également* le Secrétaire général de faire rapport périodiquement sur les faits nouveaux intervenus dans le domaine du dessalement.

1417ème séance plénière,
7 mars 1966.

¹² *Ibid.*, quarantième session, Annexes, point 7 de l'ordre du jour, document E/4132.

¹³ *Ibid.*, chap. I à IV.

¹⁴ *Ibid.*, point 7 de l'ordre du jour, document E/4142.

¹⁵ *Ibid.*, par. 27 à 30.

QUESTIONS SOCIALES

1104 (XL). Rapport de la Commission des stupéfiants

Le Conseil économique et social

1. *Prend acte* du rapport de la Commission des stupéfiants (vingtième session)¹⁶;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir à la Commission des stupéfiants, à chacune de ses sessions annuelles, les meilleurs renseignements disponibles au sujet des propositions relatives aux futurs projets de coopération technique dans le domaine du contrôle des stupéfiants, de manière que les commentaires et recommandations de la Commission puissent être pris en considération lors de la préparation des programmes annuels;

3. *Approuve* la recommandation formulée dans le rapport de la Commission¹⁷ concernant la réunion d'un comité de la Commission qui étudierait la question des substances non soumises à un contrôle international, par exemple les barbituriques, les amphétamines et les tranquillisants, et ferait rapport à la Commission, lors de sa vingt et unième session, en décembre 1966;

4. *Recommande* que, s'il est possible, les réunions de ce comité ne durent pas plus d'une semaine et n'imposent à l'Organisation des Nations Unies que le minimum d'obligations financières.

1416ème séance plénière,
4 mars 1966.

1105 (XL). Question de la feuille de coca

Le Conseil économique et social,

Reconnaissant que, sur les hauts plateaux de la région andine, la mastication de la feuille de coca constitue un grave problème humain, car elle représente un facteur négatif dans le développement socio-économique et culturel de la région,

Tenant compte du fait que les autorités médicales et le Groupe consultatif pour l'étude des problèmes de la feuille de coca, qui s'est réuni à Lima (Pérou) en 1962 et 1964, ont reconnu d'une façon générale que la mastication de la feuille de coca est une habitude nocive et qu'il convient de remplacer graduellement la culture du cocaïer par celle de plantes inoffensives,

Reconnaissant que la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants exige de toute façon que la pratique de mastiquer la feuille de coca soit abolie dans un délai maximum de vingt-cinq ans,

Constatant que la mastication de la feuille de coca a des causes diverses, d'ordre social autant qu'économique, éducatif, nutritionnel et sanitaire, et qu'en dépit de ses efforts le Pérou ne dispose pas, à lui seul, des ressources nécessaires pour résoudre ce problème,

Ayant été informé par la Commission des stupéfiants que le Groupe consultatif pour l'étude des problèmes de la feuille de coca a examiné, en décembre 1964, les progrès accomplis par les pays intéressés sur tous les aspects de la question de la feuille de coca, et a recommandé notamment qu'il soit possible de faire appel à toutes les formes d'assistance internationale possibles, en particulier à celle de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, afin de mettre en œuvre un programme d'action intégré,

1. *Note avec satisfaction* les efforts déployés par le Gouvernement péruvien pour favoriser la coopération régionale en accueillant à nouveau le Groupe consultatif pour l'étude des problèmes de la feuille de coca;

2. *Note avec une vive satisfaction* les efforts considérables que déploie le Pérou sur les plans administratif et éducatif en vue de réduire la production et la mastication de la feuille de coca, ainsi que son emploi illicite pour la fabrication de cocaïne, et pour remplacer graduellement la culture du cocaïer par d'autres activités agricoles et industrielles viables;

3. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les chefs des institutions spécialisées habilités à le faire en vertu de leur mandat, de considérer avec bienveillance, dans les limites des ressources financières disponibles, les demandes d'assistance technique et financière que pourront leur adresser les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies en vue de combattre l'habitude de la mastication de la feuille de coca et de remplacer la culture du cocaïer par d'autres cultures.

1416ème séance plénière,
4 mars 1966.

1106 (XL). Application de la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 833 B (XXXII) et 914 C (XXXIV) des 3 août 1961 et 3 août 1962, et la résolution 1774 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1962, concernant la ratification de la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants¹⁸ ou l'adhésion à ladite Convention,

1. *Note* que la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants est entrée en vigueur le 13 décembre 1964 et qu'un nombre croissant d'Etats y adhèrent ou la ratifient;

2. *Prend acte* des dispositions prises en vue de l'application de la Convention, telles qu'elles sont énoncées dans le rapport de la Commission des stupéfiants sur sa vingtième session¹⁹;

3. *Décide* de fixer au 2 mars 1968 la date à laquelle l'Organe international de contrôle des stupéfiants entrera en fonctions, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 45 de la Convention;

4. *Décide*, comme suite à la suggestion faite au paragraphe 21 de la note du Secrétaire général²⁰, de constituer un comité de treize membres qui sera chargé d'examiner les candidatures;

5. *Approuve* la procédure d'élection des membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, telle qu'elle est indiquée dans le rapport de la Commission des stupéfiants et esquissée dans la note du Secrétaire général;

6. *Prie* le Secrétaire général de mettre en marche le processus des premières élections à l'Organe international de contrôle des stupéfiants, conformément à

¹⁸ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.XI.1.

¹⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Supplément No 2 (E/4140), par. 52 à 92.

²⁰ Ibid., quarantième session, Annexes, point 11 de l'ordre du jour, document E/4158/Rev.1.

¹⁶ Ibid., quarantième session, Supplément No 2 (E/4140).

¹⁷ Ibid., par. 373 à 376.

l'article 9 de la Convention et à la procédure approuvée, mentionnée plus haut;

7. *Demande instamment* à tous les Etats qui sont parties aux traités internationaux antérieurs sur les stupéfiants et non à la Convention de 1961 de coopérer avec l'Organe international de contrôle des stupéfiants dans l'accomplissement de ses fonctions, conformément au paragraphe 2 de l'article 45 de ladite Convention.

1416ème séance plénière,
4 mars 1966.

1107 (XL). Rapport du Comité central permanent des stupéfiants

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport du Comité central permanent des stupéfiants sur l'activité du Comité en 1965²¹.

1416ème séance plénière,
4 mars 1966.

²¹ E/OB/21 (publication des Nations Unies, numéro de vente: 65.XI.9).

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

1101 (XL). Modalités d'organisation et de procédure appliquées pour la mise en œuvre des conventions et des recommandations relatives au domaine des droits de l'homme

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1075 (XXXIX) du 28 juillet 1965, par laquelle il a prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les directeurs généraux de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture d'établir, chacun pour son compte, à l'intention du Conseil, un rapport sur les modalités d'organisation et de procédure qui sont appliquées pour la mise en œuvre des conventions et des recommandations relatives au domaine des droits de l'homme,

Ayant procédé à un examen préliminaire des rapports qui lui ont été présentés conformément à la résolution 1075 (XXXIX)²²,

Notant avec satisfaction que l'Assemblée générale a adopté lors de sa vingtième session la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale²³,

1. *Se félicite* du fait que l'Assemblée générale ait fait figurer des mesures de mise en œuvre dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;

2. *Prend note avec satisfaction* des rapports du Secrétaire général et des directeurs généraux de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;

3. *Recommande* que les futures conventions des Nations Unies relatives au domaine des droits de l'homme contiennent des dispositions appropriées en vue de leur mise en œuvre;

4. *Invite* tous les Etats remplissant les conditions voulues et qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties aux conventions en vigueur dans le domaine des droits de l'homme;

5. *Demande instamment* que les modalités d'organisation et de procédure prévues pour la mise en œuvre des conventions et recommandations existantes relatives au domaine des droits de l'homme soient pleinement utilisées;

6. *Renvoie* les rapports du Secrétaire général et des directeurs généraux mentionnés au paragraphe 2

²² Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 9 de l'ordre du jour, documents E/4133, E/4143, E/4144.

²³ Voir résolution 2106 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965.

ci-dessus à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle les étudie et les utilise éventuellement, selon qu'il conviendra.

1412ème séance plénière,
2 mars 1966.

1102 (XL). Mesures en vue de l'application rapide de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Le Conseil économique et social,

Considérant que dans sa résolution du 18 juin 1965²⁴, le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a attiré l'attention de la Commission des droits de l'homme sur les témoignages des pétitionnaires relatifs aux violations des droits de l'homme commises dans les territoires administrés par le Portugal ainsi qu'au Sud-Ouest africain et en Rhodésie du Sud,

Considérant en outre que, dans sa résolution 2022 (XX) du 5 novembre 1965 sur la question de la Rhodésie du Sud et dans sa résolution 2074 (XX) du 17 décembre 1965 sur la question du Sud-Ouest africain, l'Assemblée générale a condamné les violations des droits de l'homme, telles que la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'*apartheid*, et déclaré qu'elles constituent un crime contre l'humanité,

Considérant en outre que le problème de la discrimination raciale se manifeste dans le monde d'aujourd'hui par l'une des violations les plus haïssables et les plus répandues des droits de l'homme,

1. *Invite* la Commission des droits de l'homme à examiner, lors de sa vingt-deuxième session, en tant que question importante et urgente, la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'*apartheid*, dans tous les pays, en particulier les pays et territoires coloniaux et dépendants, et de présenter au Conseil, lors de sa quarante et unième session, des recommandations sur les mesures propres à faire cesser ces violations;

2. *Prie* le Secrétaire général de préparer à l'intention du Conseil un document contenant le texte (ou des extraits) des décisions prises par des organes de l'Organisation des Nations Unies où figurent des dispositions pertinentes;

²⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour (A/6000/Rev.1), chap. II, par. 463.

3. *Prie également* le Secrétaire général de compléter chaque année ce document en y faisant figurer le texte (ou des extraits) des décisions nouvelles et de le soumettre à la Commission des droits de l'homme, à la Commission sur la condition de la femme et à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

1415ème séance plénière,
4 mars 1966.

1103 (XL). Mesures en vue de l'application rapide de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Le Conseil économique et social,

Considérant la résolution 2017 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 1er novembre 1965, intitulée "Mesures tendant à faire appliquer la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale",

Notant avec inquiétude que, comme l'a constaté l'Assemblée générale, la discrimination raciale persiste dans certains pays malgré la condamnation formelle de l'Organisation des Nations Unies,

1. *Invite* la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en application du paragraphe 5 de la résolution 2017

(XX) de l'Assemblée générale, à recommander, compte tenu de l'étude spéciale sur la question de la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel mentionnée dans la résolution 1076 (XXXIX) du Conseil, en date du 28 juillet 1965, toutes nouvelles dispositions que pourraient prendre les organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies en vue de l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et de soumettre ces recommandations à l'Assemblée générale;

2. *Prie* la Commission des droits de l'homme de présenter au Conseil, lors de sa quarante et unième session, ses observations sur la façon dont cette tâche confiée par l'Assemblée générale pourrait être exécutée le plus rapidement possible;

3. *Prie* le Secrétaire général d'organiser un cycle d'études sur la question de l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale au titre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et dans le cadre du programme d'activités prévu pour l'Année internationale des droits de l'homme, ainsi que l'Assemblée générale l'a recommandé dans sa résolution 2017 (XX);

4. *Prie également* le Secrétaire général de fournir les concours et services nécessaires pour que l'étude mentionnée au paragraphe 1 ci-dessus soit menée rapidement à bonne fin, en donnant à ce travail un rang de priorité approprié.

1414ème séance plénière,
3 mars 1966.

AUTRE QUESTION

1099 (XL). Elargissement du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social,

Tenant compte de l'élargissement de sa composition,

Désireux d'améliorer la représentation géographique des Etats au sein du Comité chargé des organisations non gouvernementales,

Tenant compte de l'importance de la question de l'octroi aux organisations non gouvernementales du statut consultatif auprès du Conseil économique et social,

Prenant note de la nécessité d'une discussion plus complète et attentive des questions examinées par le Comité chargé des organisations non gouvernementales,

Rappelant sa résolution 288 (X) du 27 février 1950,

1. *Décide* de porter de sept à treize le nombre des membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales;

2. *Approuve* le texte modifié ci-après de l'article 82 du règlement intérieur du Conseil:

"COMITÉ CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON
GOUVERNEMENTALES

"Article 82

"Le Conseil crée un Comité chargé des organisations non gouvernementales qui se compose de treize membres du Conseil, élus tous les ans. Le Comité reste en fonction pendant l'année qui suit l'élection; il est choisi sur la base d'une représentation géographique équitable et se compose d'Etats qui seront membres du Conseil pendant cette année. En conséquence, le Comité comprendra:

"Cinq membres élus parmi les Etats d'Afrique et d'Asie;

"Quatre membres élus parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats;

"Deux membres élus parmi les Etats d'Amérique latine;

"Deux membres élus parmi les Etats socialistes d'Europe orientale.

"Le Comité exerce les fonctions que lui confère le Conseil au sujet des dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales, prises par le Conseil conformément à l'Article 71 de la Charte.

"Le Comité élit son bureau.

"Lorsqu'il examine des demandes en vue de l'octroi du statut consultatif à des organisations non gouvernementales, le Comité se conforme au règlement intérieur du Conseil. Les organisations non gouvernementales qui demandent le statut consultatif pourront soumettre des déclarations écrites ou se faire entendre du Comité, à la demande de celui-ci, sous la forme d'une déclaration orale faite par un représentant dûment autorisé."

3. *Prie* le Comité de réexaminer la question de l'octroi du statut consultatif aux organisations non gouvernementales dont les demandes ont été présentées avant le 1er juin 1965 ou à cette date, ou la question de la modification du statut consultatif de ces organisations, et de soumettre des recommandations appropriées au Conseil lors de sa quarante et unième session.

1415ème séance plénière,
4 mars 1966.

AUTRES DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL AU COURS DE SA QUARANTIEME SESSION

Election du Bureau pour 1966

A ses 1402ème et 1403ème séances, le 23 février 1966, le Conseil a élu M. Tewfik Bouattoura (Algérie) président du Conseil, M. Costin Murgescu (Roumanie) premier vice-président et M. Jorge Pablo Fernandini (Pérou) second vice-président, pour 1966.

Question de la réunion du Groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale

A sa 1414ème séance, le 3 mars 1966, le Conseil a décidé de renvoyer à sa quarante-troisième session toute décision concernant la réunion du Groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale.

Question de la création d'un institut international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification

A sa 1414ème séance, le 3 mars 1966, le Conseil a pris acte de la note du Secrétaire général sur la question de la création d'un institut international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification²⁵. Le Conseil a prié le Secrétaire général de poursuivre les consultations prévues aux paragraphes 4 et 5 du dispositif du projet de résolution proposé par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification à sa troisième session, compte tenu des discussions qui ont eu lieu au Conseil sur ce sujet lors de la quarantième session, et de faire rapport au Conseil lors de sa quarante et unième session.

Organisations non gouvernementales

A sa 1403ème séance, le 23 février 1966, le Conseil a décidé de différer sa décision au sujet du rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales²⁶ sur les demandes d'admission au statut consultatif et le renouvellement de demandes déjà présentées.

Le Conseil a également décidé d'ajourner l'élection de membres du Comité jusqu'à ce qu'ait été examinée la proposition visant à agrandir cet organe et, en conséquence, de suspendre l'application de l'article 86 de son règlement intérieur afin de pouvoir examiner lui-même les demandes d'audition présentées par les organisations de la catégorie A, sans en référer au Comité.

Amendement de l'article 82 du règlement intérieur du Conseil

A sa 1415ème séance, le 4 mars 1966, le Conseil a pris acte du rapport du comité spécial plénier²⁷

²⁵ E/4159.

²⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour, document E/4136.

²⁷ Ibid., document E/4166.

constitué à la 1414ème séance conformément à l'article 88 du règlement intérieur du Conseil en vue d'étudier l'amendement de l'article 82 du règlement intérieur²⁸.

Etablissement des budgets des institutions spécialisées

A sa 1413ème séance, le 3 mars 1966, le Conseil a demandé au Comité administratif de coordination de réexaminer la classification des activités de l'ONU et des institutions spécialisées présentée dans son rapport²⁹, compte tenu des vues exprimées lors de la quarantième session du Conseil et de toute observation que pourront faire à ce sujet le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Le Conseil a également prié le Comité administratif de coordination de lui présenter lors de sa quarante et unième session, à titre d'essai, un rapport tel que celui qui est envisagé dans la résolution 1090 D (XXXIX) du Conseil.

Question de l'augmentation du nombre des membres des commissions techniques et du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification et élection des membres de ces organes

A sa 1418ème séance, le 7 mars 1966, le Conseil a décidé de renvoyer à sa quarante et unième session l'examen d'un projet de résolution³⁰ des amendements y relatifs³¹ concernant l'augmentation du nombre des membres des commissions techniques et du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Le Conseil a également décidé de renvoyer à sa quarante et unième session l'élection des membres de ces organes pour des mandats commençant au 1er janvier 1967.

Election de membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

A sa 1418ème séance, le 7 mars 1966, le Conseil a approuvé les modifications recommandées par le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance³² en ce qui concerne le mandat des membres du Conseil d'administration ainsi que la date et la procédure d'élection des membres du Bureau et des comités du Conseil d'administration.

²⁸ Pour le texte de l'article 82, tel qu'il a été amendé par le Conseil conformément à la recommandation du comité spécial plénier, voir ci-dessus résolution 1099 (XL).

²⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour, document E/4156.

³⁰ E/L.1113/Rev.1.

³¹ E/L.1116.

³² Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 14 de l'ordre du jour, document E/4160.

Election de membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

A sa 1418ème séance, le 7 mars 1966, le Conseil a élu douze membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, conformément aux dispositions de la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale, pour un mandat de trois ans à partir du 1er janvier 1967.

Le Conseil a également élu le Chili au siège laissé vacant par la démission de la Jordanie, pour un mandat qui prendra effet le 31 décembre 1966.

En 1967, le Conseil sera composé comme suit :

	<i>Date d'expiration du mandat : 31 décembre</i>
Algérie	1967
Australie	1967
Belgique	1967
Birmanie	1967
Brésil	1969
Bulgarie	1968
Cameroun	1969
Canada	1967
Ceylan	1967
Chili	1968
Congo (République démocratique du)	1968
Danemark	1968
Etats-Unis d'Amérique	1969
France	1967
Inde	1969
Irak	1968
Italie	1969
Jamaïque	1968
Japon	1969
Kenya	1967
Libéria	1968
Norvège	1969
Paraguay	1969
Pays-Bas	1968
Pérou	1968
Pologne	1967
République fédérale d'Allemagne	1968
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1969
Sénégal	1969
Suède	1967
Suisse	1968
Thaïlande	1969
Tunisie	1968
Turquie	1967
Union des Républiques socialistes soviétiques ..	1969
Venezuela	1967
Yougoslavie	1967

Election des membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales

A sa 1418ème séance, le 7 mars 1966, le Conseil a élu les membres de son Comité chargé des organisations non gouvernementales, conformément à l'article 82 du règlement intérieur du Conseil tel qu'il avait été amendé à la 1415ème séance.

La composition du Comité pour 1966 est donc la suivante :

Cameroun	Panama
Etats-Unis d'Amérique	Philippines
France	République-Unie de
Inde	Tanzanie
Maroc	

Royaume-Uni de
Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
Suède

Tchécoslovaquie
Union des Républiques
socialistes soviétiques
Venezuela

Election des membres du Comité spécial de coordination

A sa 1409ème séance, le 28 février 1966, le Conseil a élu les Etats membres ci-après qui, avec le Bureau du Conseil et le Président du Comité de coordination du Conseil, composeront le Comité spécial de coordination en 1966 :

Canada	Royaume-Uni de
Etats-Unis	Grande-Bretagne
d'Amérique	et d'Irlande du Nord
France	Sierra Leone
Iran	Union des Républiques
Pakistan	socialistes soviétiques
Philippines	Venezuela

Composition du Comité spécial de coordination

A sa 1419ème séance, le 8 mars 1966, le Conseil a décidé d'interpréter le paragraphe 3 du dispositif de sa résolution 1090 G (XXXIX) de manière que le Bureau du Conseil ou le Président du Comité de coordination du Conseil puissent, le cas échéant, désigner un membre de leur délégation pour participer à leur place aux discussions et à l'adoption des décisions du Comité spécial de coordination.

Nomination des membres du Comité pour la planification du développement

A sa 1419ème séance, le 8 mars 1966, le Conseil a approuvé la nomination des 17 membres du Groupe d'experts de la planification désignés par le Secrétaire général conformément à la résolution 1079 (XXXIX) du Conseil. Ces 17 membres sont les suivants :

- M. Roque Carranza (Argentine) ;
- M. Gamini Corea (Ceylan) ;
- M. Nazih Deif (République arabe unie) ;
- M. A. N. Efimov (Union des Républiques socialistes soviétiques) ;
- M. K. S. Krishnaswamy (Inde) ;
- M. Max F. Millikan (Etats-Unis d'Amérique) ;
- M. P. N. C. Okigbo (Nigéria) ;
- M. Saburo Okita (Japon) ;
- M. Józef Pajestka (Pologne) ;
- M. M. L. Qureshi (Pakistan) ;
- M. W. B. Reddaway (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;
- M. Jean Ripert (France) ;
- M. Raúl Sáez (Chili) ;
- M. Germanico Salgado (Equateur) ;
- M. Jakov Sirotković (Yougoslavie) ;
- M. Jan Tinbergen (Pays-Bas) ;
- M. Zdeněk Vergner (Tchécoslovaquie).

Le Conseil a autorisé le Secrétaire général à inviter un expert de la Côte-d'Ivoire à la première session du Comité qui devait commencer le 2 mai, le nom de cet expert devant être communiqué au Conseil lors de sa quarante et unième session, pour confirmation.

Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil

A sa 1414^{ème} séance, le 3 mars 1966, le Conseil a confirmé la nomination des représentants suivants de membres des commissions techniques désignés par leur gouvernement :

COMMISSION DE STATISTIQUE

M. Sebastião Aguiar Ayres (Brésil).

COMMISSION DES QUESTIONS SOCIALES

Mme Marjorie McKenzie Lawson (Etats-Unis d'Amérique).

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

M. Carlos Sánchez Viamonte (Argentine);
M. Morris B. Abram (Etats-Unis d'Amérique);
M. J. A. Mommersteeg (Pays-Bas);
M. Love Kellberg (Suède).

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

Mme Hella Hanzlik (Autriche);
Mlle Jeanne Chaton (France);
Mlle Maria Lavallo Urbina (Mexique).

Documentation du Conseil

A sa 1419^{ème} séance, le 8 mars 1966, le Conseil a pris note des propositions du Secrétaire général con-

cernant la documentation³³ ainsi que des observations et suggestions faites à ce sujet par les membres du Conseil et a décidé d'examiner à nouveau la question de la documentation à sa quarante et unième session.

Calendrier des conférences pour 1966

A sa 1419^{ème} séance, le 8 mars 1966, le Conseil a confirmé sa décision antérieure de fixer au 5 juillet 1966 la date d'ouverture de sa quarante et unième session qui se tiendra à Genève. Il a également décidé que les réunions communes du Comité administratif de coordination et du Comité spécial de coordination auraient lieu à Genève les 1^{er} et 4 juillet.

Ordre du jour provisoire de la quarante et unième session

A sa 1419^{ème} séance, le 8 mars 1966, le Conseil a approuvé comme ordre du jour provisoire de sa quarante et unième session la liste des points figurant dans les notes du Secrétaire général, en date des 20 janvier, 21 février et 28 février 1966³⁴, telle qu'elle a été modifiée par les décisions prises au cours de sa quarantième session³⁵.

Incidences financières des décisions du Conseil

A sa 1419^{ème} séance, le 8 mars 1966, le Conseil a pris note des incidences financières des décisions prises au cours de sa quarantième session.

³³ *Ibid.*, point 17 de l'ordre du jour, document E/4157.

³⁴ E/4148 et Add.2 et 3.

³⁵ L'ordre du jour provisoire a été publié sous la cote E/4172.

REPERTOIRE DES RESOLUTIONS

NOTE. — En général les résolutions du Conseil économique et social sont numérotées dans l'ordre de leur adoption. Le présent répertoire comprend toutes les résolutions adoptées par le Conseil au cours de sa quarantième session.

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
1096 (XL)	Activités dans le domaine industriel	5	24 février 1966	1
1097 (XL)	Rapport du Fonds monétaire international	3	25 février 1966	1
1098 (XL)	Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Association internationale de développement, et rapport de la Société financière internationale	4	25 février 1966	1
1099 (XL)	Elargissement du Comité du Conseil chargé des organisations non gouverne- mentales	13	4 mars 1966	7
1100 (XL)	Rapport du Secrétaire général sur les activités entreprises par le Centre de développement industriel comme suite aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	5	28 février 1966	1
1101 (XL)	Modalités d'organisation et de procédure appliquées pour la mise en œuvre des conventions et des recommandations relatives au domaine des droits de l'homme	9	2 mars 1966	6
1102 (XL)	Mesures en vue de l'application rapide de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	10	4 mars 1966	6
1103 (XL)	Mesures en vue de l'application rapide de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	10	3 mars 1966	7
1104 (XL)	Rapport de la Commission des stupéfiants	11	4 mars 1966	5
1105 (XL)	Question de la feuille de coca	11	4 mars 1966	5
1106 (XL)	Application de la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants	11	4 mars 1966	5
1107 (XL)	Rapport du Comité central permanent des stupéfiants	11	4 mars 1966	6
1108 (XL)	Année internationale du tourisme	8	7 mars 1966	1
1109 (XL)	Tourisme	8	7 mars 1966	2
1110 (XL)	Transport des marchandises dangereuses	8	7 mars 1966	2
1111 (XL)	Action concertée dans le domaine des ressources hydrauliques	7	7 mars 1966	3
1112 (XL)	Ressources non agricoles	7	7 mars 1966	3
1113 (XL)	Mise en valeur des ressources non agricoles	7	7 mars 1966	3
1114 (XL)	Dessalement de l'eau	7	7 mars 1966	4